

pour obliger la Société des Nations (qui autrement ne les appliquerait pas) à veiller à la stricte application des décisions prises sous la « pression des masses travailleuses du monde entier ».

D'un autre côté le Congrès de notre fraction passera la plus grande partie de son temps à discuter sur une question qui mise en rapport avec la « grandeur » des décisions du Congrès des italiens apparaîtra comme une véritable foutaise : au Congrès des « Italiens » on parlera de la chute du gouvernement fasciste, de la mobilisation de la civilisation mondiale, de l'impérialisme anglais, de la Société des Nations, chez nous on se cassera la tête pour voir si s'est ouverte la phase de la transformation de la fraction en parti, comment nous pouvons exprimer la phase supérieure atteinte par la victoire du capitalisme mondial, alors que le prolétariat est encore incapable de se regrouper pour sa lutte et d'expulser de ses rangs les traîtres qui l'ont porté de défaite en défaite, jusqu'à la déroute totale actuelle.

D'une part : guerre fasciste, guerre de prestige, guerre déshonorante pour le « peuple italien », coalition mondiale des forces de la civilisation pour abattre en Mussolini, le monstre de la guerre, et pour faire revivre le peuple italien qui ne veut vivre qu'en paix. D'autre part le Congrès de la fraction qui considère en l'entreprise africaine, une nécessité inéluctable de l'évolution de la société capitaliste et qui par conséquent ne voit uniquement que dans le prolétariat la force capable de s'y opposer : toutefois, cette force en puissance ne peut devenir un facteur politique agissant dans les situations actuelles, qu'à la condition de pouvoir ébranler tout l'appareil de domination du capitalisme mondial, appareil formé par fascistes, démocrates, socialistes et centristes. Y parviendra-t-il, n'y parviendra-t-il pas ? Le Congrès de la fraction ne se perd pas en des questions idiotes d'astrologie sociale et se préoccupe surtout de réaliser, ou d'essayer de réaliser — au travers de son organisation — la condition indispensable pour permettre au prolétariat de déclencher ses mouvements victorieux. La préoccupation essentielle du Congrès de la fraction est de repérer le cours de l'évolution politique en Italie pour faciliter au prolétariat l'œuvre de construction de son

parti de classe, de l'instrument indispensable pour sa victoire.

Les quatre mois qui se sont écoulés ensuite, nous montrent que le Congrès des italiens n'a pas été une manifestation accidentelle et sans lendemain, mais la révélation d'une tendance politique jaillissant du milieu social en Italie. Nous verrons aussi, quelle signification peut avoir cette tendance sur les événements en Italie. Pour le moment il nous intéresse de prouver que socialistes et centristes peuvent se prévaloir, (une fois n'est pas coutume) d'une cohérence d'attitudes politiques. Dans le bloc socialo-centriste des fissures se manifesteront, mais la volonté commune de garder « l'unité d'action malgré tout » semble être l'expression d'une exigence réelle de la tendance politique dont nous avons parlé.

L'organe officiel des italiens écrira à la veille du Congrès de Bruxelles : « Tout cela (les illusions dans les masses de trouver une solution à la crise économique au travers de la guerre n. d. r.) durera six semaines ou six mois, et après, petit à petit la réalité se substituera à la tromperie ou au rêve. Alors il apparaîtra clairement que l'Italie ne peut conquérir l'Abyssinie sinon au prix d'une guerre très longue et très coûteuse qui serait une catastrophe pour le pays, même si elle était victorieuse. Alors il apparaîtra clairement que si derrière la Société des Nations il y a des intérêts, il y a aussi des sentiments. Alors chaque italien comprendra que le pays n'est pas la victime d'une pseudo conspiration maçonnique, mais d'une coalition de l'Europe laquelle défend les frères dignes de la paix contre l'irruption de la marée vraiment barbare du fascisme et du nazisme. Alors l'Italie s'apercevra d'avoir été trahie et si elle voudra se sauver, elle devra passer par la voie que depuis treize ans lui indiquent les condamnés, les déportés, les exilés : enfreindre l'idole ensanglantée, s'unir autour du mot d'ordre « Au dehors Mussolini » et ce mot d'ordre elle devra le traduire dans les faits remettant les destinées du pays dans les mains du peuple ».

Au sujet du compromis Hoare-Laval, les socialistes qui avaient d'abord adopté une position (en total accord avec les centristes d'ailleurs) nettement hostile à celui-ci en le présentent comme une atteinte aux principes de « civilisation » car

il aurait constitué une prime à l'agresseur, écrivent que Mussolini porte la responsabilité de l'écroulement du plan franco-anglais : « En agissant ainsi (discours de Pontinia) Mussolini a trahi une fois de plus le peuple italien lequel accepterait n'importe quel compromis pour finir la guerre ». A propos du rapport des Cinq les socialistes diront « que Mussolini se rendait passible de la Haute Cour de Justice pour délit de lèse-patrie ». Entre-temps les socialistes avaient été amenés aussi à traiter du problème des « intérêts et des sentiments qui se trouvent derrière Genève » et, dans un article : « Le sel anglais dans la crise italienne », ont traité de biais cet argument d'une importance capitale. Evidemment c'est seulement en traitant de biais des questions théoriques que l'on peut arriver à donner une certaine justification « théorique » à une politique de trahison. Voici ce qu'ils écrivent :

Lorsque nous essayons de nous représenter la fonction du sel anglais dans la présente crise italienne, il nous revient à la mémoire le précédent russe de 1917. Parmi les facteurs qui ont accéléré la révolution russe de février, il faut aussi comprendre l'action des ambassades anglaise et française lesquelles — écrit Lénine — accomplissant avec leurs agences et leurs adhésions les efforts les plus désespérés pour empêcher un accord séparé entre Nicolas II et Guillaume II, visaient directement à destituer Nicolas Romanof ». Cet article évidemment à l'intention des ouvriers dont il faut soigner le bourrage de crânes s'arrêtera à cette simple citation pour ne pas aborder le problème du programme que Lénine soutint et qui, s'il put bénéficier de l'éclosion des contrastes inter-impérialistes, c'est uniquement parce que loin de s'accrocher à une constellation impérialiste, il exprimait uniquement les intérêts des travailleurs, alors qu'actuellement c'est les canons de la Home-Fleet qui se chargent d'apporter les positions de l'anti-fascisme en Italie.

Les socialistes sont donc restés fidèles aux décisions du Congrès des italiens, ils sont restés italiens cent pour cent, des vrais italiens. De l'échec du plan Hoare-Laval ils ont retiré une confirmation nouvelle pour la ligne politique qu'ils soutiennent. D'après eux le gouverne-

ment de Mussolini est incapable d'appliquer n'importe quel compromis, car il lui faut le succès du prestige et puisque le compromis est dans la nature même des événements, forcé sera de faire recours à un « autre gouvernement », le gouvernement de l'antifascisme évidemment, et plus tôt on y arrivera d'autant moins graves seront les blessures à panser dans la situation économique et politique.

Les centristes de leur côté ont porté leur fidélité aux résolutions du Congrès de Bruxelles jusqu'à leurs conclusions grotesques. Puisqu'ils ont dit : « Au dehors Mussolini ! » Et bien ils écriront dans le « discours aux chemises noires » : « on vous a trahi puisque toutes les promesses qui vous ont été faites, vous l'ont été uniquement pour vous tromper, pour vous opposer à vos frères de classe, faire de vous les instruments des pires ennemis, de vous même et de l'Italie : les capitalistes exploités. Nous communistes, nous ne vous haïssons pas... » Ailleurs les centristes écrivent sous le titre : « La lutte qui doit unir antifascistes et fascistes » un article dont nous extrayons ce qui suit : « Ils (des ouvriers) avaient cru que la marche sur Rome aurait mis sur le même plan patrons et ouvriers et voyaient que les choses sont allées autrement ».

Il y a aussi des chefs fascistes mécontents de l'entreprise africaine lesquels jugent que Mussolini a commis cette fois-ci une erreur irréparable. Il y donc des forces qui poussent à faire finir la guerre à l'extérieur. Mais il y a une force hostile à la paix, à la renonciation de l'entreprise et celle-ci est représentée par tous les responsables de la guerre et par Mussolini, dont le prestige personnel est strictement relié à cette guerre. Et bien nous disons clairement et ouvertement que le petit groupe des responsables de la guerre et Mussolini lui-même ne sont pas la nation ». L'appel des centristes après l'échec du plan Hoare-Laval se conclut ainsi : « Le Parti Communiste, le plus fort parti antifasciste d'Italie, déclare qu'en face de la situation, les communistes sont prêts à lutter avec quiconque soutiendra les mots d'ordre. Ça suffit avec la guerre ! Au dehors le gouvernement de Mussolini et les responsables de la guerre ».

Nous croyons que les extraits que nous avons donné des écrits des sociaux-cen-